

LYCEE LOUIS PASTEUR DE LILLE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Fourniture de produits alimentaires surgelés nécessaires au fonctionnement des services de restauration des Lycées et Collèges adhérents du groupement de commandes du Lycée Louis Pasteur de Lille

Groupement de Commandes du

Lycée PASTEUR, rue des Urbanistes 59000 LILLE

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

Objet	ACHAT DE PRODUITS ALIMENTAIRES SURGELES
Type de contrat	Accord-cadre
Nombre de lots	5
Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
Clause sociale	Sans
Clauses environnementales	Dans la qualification des produits demandés au BPU et dans les produits proposés dans l'offre des fournisseurs
Durée / Délai	3 x 1an
Reconduction	tacite
Prix	Prix unitaires
Variation des prix	Avec
Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat.....	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	5
1.3 - Type d'accord-cadre.....	5
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	5
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Durée et délais d'exécution	6
3.1 - Durée du contrat	6
3.2 – Reconduction	6
4 - Prix.....	7
4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	7
4.2 - Modalités de variation des prix au bordereau de prix unitaires.....	7
4.3- Modalités de variation des prix catalogues.....	9
5 - Garanties Financières.....	9
6 - Avance	10
6.1 - Conditions de versement et de remboursement	10
6.2 - Garanties financières de l'avance.....	10
7 - Modalités de règlement des comptes	10
7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	10
7.2 - Présentation des demandes de paiement.....	10
7.3 - Délai global de paiement	11
7.4 - Paiement des cotraitants	11
8 - Conditions d'exécution des prestations	11
8.1 - Conditions de livraison :	11
8.2- Conformité aux engagements contractuels	13
8.3- contenu des bons de livraisons	14
8.4 - Stockage, emballage et transport	14
9 - Développement durable	14
10 - Constatation de l'exécution des prestations	14
10.1 - Vérifications	14
10.2 - Décision après vérification	15
11 - Garantie des prestations.....	15
12 - Pénalités.....	16
12.1 - Pénalités de retard ou de substitution de produit non validée	16
12.2. Pénalités pour non-respect des engagements contractuels du titulaire	16
12.3 - Pénalité pour travail dissimulé.....	16
13 - Assurances	16
14 - Résiliation du contrat.....	17
14.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	17
14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	17
15 - Règlement des litiges et langues.....	17
16 - Clauses complémentaires.....	18
16.1 - Lutte contre les discriminations.....	18
17 - Dérogations.....	18

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Le présent accord-cadre concerne l'approvisionnement en produits alimentaires surgelés pour les adhérents au groupement de commandes du Lycée Louis Pasteur de Lille

Le coordonnateur du groupement de commandes :

Le coordonnateur du groupement de commandes ayant la qualité de pouvoir adjudicateur est le Lycée Louis Pasteur à Lille représenté par son Proviseur : Monsieur Olivier Dupas

Il est chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par le code de la commande publique, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection des titulaires dans la présente consultation.

À ce titre, le coordonnateur a en charge de :

1. De préparer et lancer les consultations nécessaires à la réalisation de l'opération, notamment en vue de désigner les opérateurs économiques ;
2. D'attribuer, signer et notifier les accords-cadres correspondants ;
3. D'engager toute action en justice et défendre les parties dans le cadre de tout litige lié à la passation du marché ;
4. De prendre toutes mesures nécessaires à l'exercice de sa mission, y compris la résiliation des accords-cadres ;
5. De prendre les avenants nécessaires à l'exécution de l'accord-cadre.

Il est informé par l'adhérent de l'inexécution des prestations prévues à l'accord cadre.

Le service bénéficiaire - membre du groupement de commandes ou l'adhérent ou l'acheteur:

Conformément aux articles L2113-1 et L2113-6 à 2113-9 du code de la commande publique, le coordonnateur du groupement de commandes signe et notifie l'accord-cadre. Cette notification entraîne, pour le titulaire, la conclusion d'un accord-cadre avec chaque membre du groupement de commandes ayant exprimé un besoin au moment de la consultation. Chaque membre du groupement de commandes exécute l'accord-cadre pour son propre compte et s'assure, pour ce qui le concerne, de la bonne exécution de cet accord-cadre.

Dans ce cadre, chaque membre du groupement de commandes, **pour les engagements qui le concernent :**

- Recevra directement les factures et en effectuera le paiement dans les conditions inscrites à l'article 7 du CCAP;
- Pourra accéder à l'ensemble des prestations techniques et commerciales proposées par le titulaire retenu et notamment aux outils de rapports d'activité prévus à l'accord cadre.

Le titulaire de l'accord-cadre:

Il exécute l'ensemble des prestations conformément aux dispositions du CCAP et des autres pièces constituant l'ensemble contractuel, défini à l'article 2 du CCAP

Lieu(x) d'exécution : HAUTS DE FRANCE

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 5 lots :

N° lot	Intitulé	Estimation en € HT/ an	Montant maximum / an
1	Entrées chaudes, canapés, boulangerie, pâtisseries & glaces	1 805 561€	3 611 123€
2	Fruits et légumes et pomme de terre et poêlées de Légumes	1 542 780€	3 085 560€
3	Bœuf et produits à base de bœuf	1 575 260€	3 150 519€
4	Poissons et produits de la mer	1 875 083€	3 750 167€
5	Volailles, produits élaborés à base de viandes (autres que bœuf), produits végétariens	2 172 551€	4 345 101€

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre conclu sans minimum et avec maximum, est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par les adhérents au groupement de commandes.

L'accord cadre est exécuté au fur et à mesure de l'émission des bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le montant total en € HT et TTC du bon de commande ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ainsi que leur quantité ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le nom ou la raison sociale du titulaire,

La durée maximale d'exécution des bons de commande sera de 3 mois

Seuls les bons de commande signés par le représentant de l'adhérent au groupement de commandes pourront être honorés par le titulaire.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

-L'acte d'engagement (AE) et ses annexes

L'annexe N°1 : désignation des cotraitants et répartition des prestations

L'annexe N° 2 : liste des adhérents au groupement de commandes

L'annexe N° 3 : liste des engagements par adhérent

-Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
L'annexe N°1 : trame de révision du BPU

-Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
L'annexe 1 : le détail estimatif des commandes pour la durée du marché

-Le Bordereau de prix unitaires du lot (BPU)

-Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

- Le tableau d'engagement pour les jours de livraisons
- Le tableau d'engagement pour les caractéristiques techniques des produits
- Le cadre du mémoire technique pour les lots 2 à 4
- Les fiches techniques des produits visés par le lot

3 - Durée et délais d'exécution

3.1 - Durée du contrat

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG FCS, l'accord-cadre est conclu à compter 1^{er} septembre 2025 pour une période ferme d'un an jusqu'au 31/08/2026.

Au cas où la procédure de mise en concurrence n'aurait pas pu aboutir avant la date prévue de démarrage du marché, cette date sera repoussée à la date effective de notification du marché au titulaire retenu. La date de fin de la première période restera, dans ce cas, inchangée.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces du marché.

3.2 – Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme ou expressément en cas de reconduction anticipée par atteinte du montant maximum de la période en cours. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à deux. La durée de chaque période de reconduction est d'un an maximum. La date de fin maximale du contrat, toutes périodes confondues est le 31/08/2028.

Le marché sera reconduit pour 1 an maximum, au plus tôt à compter de la date à laquelle le montant maximum sera atteint, ou au plus tard, au terme de la durée de chaque période de reconduction.

Dans le cas d'une reconduction en raison de l'atteinte du montant maximum, il sera notifié, au titulaire du marché, la date de la survenance de la reconduction. Celle-ci sera donc le point de départ de la période de reconduction.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de la période en cours de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction. »

4 - Prix

4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix sont établis aux conditions économiques du **17/01/2025**

Les prix de vente, exprimés au BPU en euros, sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation, à l'exception de la TVA, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage, au transport (lorsque le minimum de commande défini à l'article 8.1 du CCAP est atteint) et à l'assurance jusqu'au lieu de livraison.

Offres Promotionnelles

Le titulaire s'engage à faire bénéficier aux adhérents des prix des offres promotionnelles qu'il propose à l'ensemble de sa clientèle du même circuit de distribution. Ces offres ne doivent comporter que des articles correspondant aux produits visés dans le lot pour lequel le titulaire a été retenu. Les prix s'appliquent aux commandes émises pendant cette période promotionnelle, à condition qu'ils conduisent à des prix inférieurs à ceux résultant de l'application du marché et sans que le marché ne nécessite un avenant pour modifier les prix concernés.

Le titulaire adresse le tarif promotionnel aux adhérents, par tout moyen lui permettant de lui donner une date certaine, et lui donnant toutes les précisions utiles et notamment la durée de validité de la promotion et la désignation précise des produits concernés.

Ce tarif est annexé au marché et constitue une pièce justificative, nécessaire au comptable.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché inscrits au BPU sont à nouveau en vigueur.

La facture intégrant des prix promotionnels fait explicitement référence au tarif promotionnel.

Les produits achetés dans ce cadre sont franco de port et d'emballage dans les conditions définies à l'article 8.1 du CCAP.

4.2 - Modalités de variation des prix au bordereau de prix unitaires

En cas de révision de prix, le fournisseur mettra à jour les prix du BPU et les transmettra au coordonnateur. Ce dernier contrôle et diffuse le nouveau BPU aux adhérents. De plus, le fournisseur transmettra les informations pour la mise à jour des prix sur le logiciel de gestion de la production assistée par ordinateur (GPAO) des lycées et collèges, le cas échéant.

Remarque: Afin de faciliter le contrôle des prix et l'intégration sur le logiciel de gestion de la production assistée par ordinateur (GPAO), le fichier reprenant les nouveaux prix du BPU doit respecter le modèle fourni en annexe N°1 du CCAP. Le coordonnateur pourra refuser tout fichier ne respectant pas ces règles. Dans ce cas, les nouveaux prix ne seront mis en vigueur qu'une fois le fichier de prix validé par le coordonnateur et après le délai de transmission prévu pour les adhérents. Dans l'attente de l'application des nouveaux prix du BPU, le titulaire devra pratiquer les prix du BPU précédent.

Les prix sont retenus avec une précision arrondie à **deux chiffres après la virgule** après application de la règle des arrondis.

Prix retenus pour la facturation de la commande : le prix retenu pour la facturation est celui effectif à la date de livraison demandée par l'adhérent.

Si la commande est livrée en retard par rapport à la date de livraison demandée par l'adhérent, le titulaire du marché doit appliquer le prix effectif à la date de livraison prévue initialement dans la commande.

Si la date de livraison demandée par l'adhérent n'est pas conforme au délai de livraison maximum prévu à l'article 8.1 du présent document et que le produit a été livré après la date demandée, alors le prix retenu pour la facturation sera celui qui aurait dû être appliqué à la date de livraison calculée dans le respect du délai maximum de livraison visé à l'article 8.1.

Les prix sont définitifs et révisables « **par trimestre** » par rapport à des cotations de prix.

Les cotations retenues sont indiquées au BPU du lot, article par article. Les valeurs retenues au BPU sont obtenues selon les mêmes règles que celles prévues ci-après pour la révision des prix.

Les moyennes de cotations sont retenues avec une précision arrondie à **trois chiffres après la virgule**

Les offres de prix révisées sont formulées par le titulaire de l'accord cadre selon les modalités suivantes :

La valeur retenue pour chaque révision est la moyenne des cotations mensuelles des 3 derniers mois publiés **à la date d'établissement du nouveau prix. Afin de tenir compte de la parution des cotations les plus récentes, le nouveau prix devra être établi et envoyé entre le 1er et le 5 du mois de son application.** Si le 5 du mois est un jour en dehors des jours ouvrés (lundi à vendredi sauf jours fériés) et que la totalité des cotations nécessaires à la révision du lot ne sont pas parus avant cette date, la date limite d'établissement et d'envoi de la révision est repoussé au jour ouvré suivant.

Si le titulaire ne dispose pas des dernières cotations au plus tard à la date limite d'envoi de la révision, il prend alors en compte les cotations des 3 derniers mois publiés.

Les prix sont révisés par l'application de la formule suivante :

$P_n = P_0 \times (\text{moyenne des cotations retenue } I_n / \text{moyenne des cotations retenue } I_0)$
--

Selon les dispositions suivantes :

- P_n : Prix révisé en € HT.
- P_0 : prix de référence au mois zéro en € HT.
- I_0 : valeur de la moyenne des cotations de référence retenue au mois zéro.
- I_n : valeur de la moyenne de cotations de référence retenue au mois d'établissement du nouveau prix

Lors de la révision des prix, le titulaire a tout loisir de remettre un prix d'article inférieur à celui obtenu sur la base de la formule de révision de prix. Par contre, il ne peut pas remettre un prix supérieur à celui obtenu sur la base de cette même formule de révision.

-Le titulaire s'engage à joindre à sa nouvelle offre tarifaire, la copie des cotations publiés des produits. Les cotations concernées devront être surlignées pour permettre une vérification plus aisée.

Le titulaire transmet au coordonnateur le nouveau bordereau de prix, sur support électronique dans un format identique au document Annexe N°1 du CCAP, au plus tard dans le délai indiqué plus haut.

-Les nouveaux prix sont appliqués à compter du 16 du mois de révision pour une durée de 3 mois.

- Si les éléments précités n'ont pas été fournis dans les délais impartis, le coordonnateur ne validera les nouveaux prix que dans le délai prévu de 5 jours qu'il a pour effectuer son contrôle.

Si les prix sont non conformes aux cotations retenues pour la variation des prix, s'ils sont incomplets ou incohérents, le coordonnateur ne validera pas les nouveaux prix et demandera une rectification de la révision des prix. Il validera le barème de prix rectifié dans le délai prévu de 5 jours qu'il a pour effectuer son contrôle. En cas de transmission hors délai ou d'erreur constatée dans la révision de prix, pour les commandes passées antérieurement à la validation des nouveaux prix, l'adhérent ne tiendra pas compte des nouveaux prix, au moment du règlement de la facture, si ces derniers sont à la hausse par rapport à ceux de l'offre tarifaire précédente. Les nouveaux prix à la baisse seront par contre appliqués.

Evolution des panels du RNM (réseau des nouvelles des marchés) utilisés pour la cotation des produits :

Périodiquement le RNM fait évoluer le contenu de références de ses panels pour effectuer la cotation des produits surgelés (en principe une fois par an, en milieu d'année civile). A cette occasion, le RNM publie, lors du mois d'évolution du panel, ceci pour chaque produit côté, une cotation basée sur le panel précédent et une cotation basée sur le nouveau panel. Ces deux cotations permettent de calculer des coefficients de raccordements entre les nouvelles cotations et les cotations de base utilisées lors de la consultation du présent marché.

Le coefficient de raccordement est calculé de la façon suivante avec une précision arrondie à **quatre chiffres après la virgule** :

Coefficient de raccordement = cotation établie sur le panel précédent / cotation établie sur le nouveau panel

Au cours du présent marché, il pourra se produire des évolutions de panels successives sur un même produit.

L'intégration de ces évolutions successives sera calculée de la façon suivante avec une précision arrondie à **quatre chiffres après la virgule**

Coefficients de raccordement global = coefficient de raccordement de la première évolution de panel x coefficient de raccordement de l'évolution suivante x

La formule de révision de prix évoluera alors de la manière suivante

$P_n = P_0 \times (\text{moyenne des cotations retenue } I_n / \text{moyenne des cotations retenue } I_0) \times \text{coefficient de raccordement global}$

Cas particulier de la révision des prix applicables dès le premier jour d'exécution du marché :

Afin de tenir compte de la variation des cours des denrées alimentaires visées au marché entre la date d'établissement du prix et la date de démarrage du marché, les prix du marché seront révisés une première fois pour être appliqués **dès le démarrage du marché**. Cette révision sera effectuée sur le même mode que la révision trimestrielle en prenant en compte les 3 dernières cotations publiées. Les prix ainsi recalculés devront être transmis au coordonnateur pour **le 20 Août 2025** qui se chargera de les valider et de les diffuser aux adhérents. Les prix ainsi recalculés seront applicables **jusqu'au 15 décembre 2025**.

Au cas où la date de démarrage du marché serait repoussée pour les raisons indiquées au paragraphe 3.1 du présent document, cette révision sera effectuée sur le même principe en tenant compte des dernières cotations connues à la date de révision.

4.3- Modalités de variation des prix catalogues

Sans objet

5 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

6 - Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, pour l'ensemble des lots visés par l'accord-cadre

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

6.1 - Conditions de versement et de remboursement

Conformément à l'article R2191-16 du code de la commande publique, dans le cas d'un accord-cadre à bons de commande ne comportant pas de minimum fixé en valeur, le montant de l'avance est fixé pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, à 5 % du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois. Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant minimum de l'accord-cadre. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

6.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière n'est demandée

7 - Modalités de règlement des comptes

Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse de l'adhérent ayant émis le bon de commande.

7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

7.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;

- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : les SIRET des adhérents sont indiqués en annexe 2 de l'acte d'engagement.

7.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

7.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

8 - Conditions d'exécution des prestations

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

8.1 - Conditions de livraison :

L'adhérent passera ses commandes en fonction de ses besoins pour des livraisons aux lieux, dates et heures précisés sur les bons de commandes en tenant compte des données suivantes :

- Les bons de commande doivent être écrits et transmis par courrier, par fax, par message électronique ou remis physiquement au titulaire.
- Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Le délai maximum entre la commande réceptionnée par le titulaire et la livraison au lieu indiqué sur le bon de commande est fixé pour chaque lot au tableau situé en bas du paragraphe 8.1.

Le délai de livraison maximum tient compte des jours de livraisons fixé au tableau d'engagement du titulaire. La livraison doit avoir lieu, au plus tard, au jour fixé au tableau qui suit immédiatement la durée du délai maximum.

- En aucun cas la période de congés de l'entreprise titulaire ne doit entraîner de retard dans l'exécution du marché. Le titulaire du marché doit avoir une amplitude d'ouverture tous les mois de l'année. De même, le titulaire ne peut pas se prévaloir de commandes passées en volume plus important pour justifier un retard.

En cas de non-respect du délai de livraison, l'adhérent pourra s'adresser à un autre fournisseur sans mise en demeure préalable et s'il en résulte une différence de prix au détriment de l'établissement, les dispositions du C.C.A.G./F.C.S. s'appliqueront.

Le nombre de passages minimum dans un établissement adhérent est fixé pour chaque lot au tableau situé en bas du paragraphe 8.1. Les livraisons sont effectuées, du lundi au vendredi.

Pour les lots prévoyant 2 livraisons par semaine, un minimum de 48 heures devra être respecté entre deux jours de livraisons. Le mercredi ne peut être considéré que comme un jour de livraison supplémentaire au nombre de passages minimums par semaines, certains établissements étant fermés le mercredi.

Le titulaire a remis dans son offre « Le tableau d'engagement pour les jours de livraisons » auquel il doit se conformer tout au long du marché sauf accord écrit de l'établissement adhérent.

Vice caché : toute fourniture révélant un vice caché, postérieurement à la réception, est immédiatement signalée au titulaire du marché qui est tenu de la remplacer, **dans les 24 heures suivant le constat**, si toutefois il n'est pas prouvé que le défaut constaté ait une origine postérieure à la livraison (stockage défectueux notamment). La fourniture de remplacement est identique à la fourniture initiale en ce qui concerne le type de produit, le poids et le prix.

Les frais de transport des fournitures sont à la charge du titulaire qui effectue les livraisons franco de port et d'emballage. Chaque adhérent du groupement de commandes s'engage à passer commande pour un montant minimum par livraison qui est fixé au tableau situé en bas du paragraphe 8.1. Le montant minimum de commande par livraison s'entend pour tous les articles compris dans cette commande formulée auprès du titulaire sur les différents lots du marché détenus par le titulaire ou sur d'autres marchés détenus par le même titulaire ou encore sur des articles commandés hors marchés. En deçà de ces minimums, le titulaire pourra appliquer la tarification forfaitaire de transport prévue au bordereau de prix unitaire du marché.

Le fournisseur peut cependant décider de proposer un montant minimum de commande **inférieur** à celui indiqué au tableau situé en bas du paragraphe 8.1. Dans ce cas, il indique, au BPU, le minimum de commande qui sera appliqué pour accéder au franco de port.

Tableau des conditions de livraisons par lot :

Le titulaire s'engage à respecter les conditions indiquées dans le tableau suivant, sauf à ce qu'il ait proposé dans son offre technique et financière des conditions plus favorables pour l'adhérent.

Lot(s) Désignation		Délais de commande maximum	Nombre de pas- sages minimum par semaine	Minimum de com- mande
1	Entrées chaudes, canapés, boulangerie, pâtisseries & glaces	A pour C avant 12h00	2	150 €
2	Fruits et légumes et pomme de terre et poêlées de Légumes	A pour C avant 12h00	2	150 €
3	Bœuf et produits à base de bœuf	A pour C avant 12h00	2	150 €

4	Poissons et produits de la mer	A pour C avant 12h00	2	150 €
5	Volailles, produits élaborés à base de viandes (autres que bœuf), produits végétariens	A pour C avant 12h00	2	150 €

8.2- Conformité aux engagements contractuels

Les produits répondront aux spécifications du présent CCAP, au CCTP et à la description des produits figurant aux bordereaux de prix unitaire (BPU).

Les produits livrés seront également conformes aux fiches techniques présentées par le titulaire à l'appui de ses offres et acceptées par le groupement de commandes.

Ces fiches techniques annexées à l'accord-cadre comportent les indications contractuelles et confirment la nature exacte du produit prévu à l'accord-cadre.

Les calibres, grammages et catégories sont précisés, le cas échéant, sur les BPU. Les soumissionnaires prennent l'engagement écrit de respecter, pour les produits demandés, les poids ou les fourchettes de poids de chaque article décrit dans les BPU. La tolérance sur ces poids ou fourchettes de poids est de + ou – 10%.

De plus, le titulaire est tenu de respecter l'ensemble des éléments contenu dans sa proposition.

A ce titre, il doit respecter les informations mentionnées dans sa proposition technique à travers le BPU, le mémoire technique et le tableau d'engagement pour les caractéristiques techniques des produits, fournis à l'appui de son offre. Il s'agit notamment des informations relatives :

- à la provenance des produits (lieu de transformation et lieu de production des matières premières) ;
- au période de disponibilité des produits ;
- au nombre d'intermédiaires nécessaires entre la production de la denrée et la livraison ;
- à la fraîcheur des produits (nombre d'heures entre la fabrication et la livraison).

Le fournisseur s'engage à respecter l'ensemble de ces informations pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Continuité de la gamme de produits : durant la saison de production du produit, Le titulaire assure la continuité de l'ensemble des gammes du bordereau des prix unitaires. En cas d'impossibilité éventuelle de fournir un produit listé au BPU et demandé dans les délais requis, sur raisons dûment motivées (difficulté d'approvisionnement par exemple), le titulaire doit informer l'adhérent concerné (dont les coordonnées sont mentionnées au bon de commande) et proposer une solution de remplacement dans les **24 heures** suivant la réception du bon de commande. L'adhérent pourra alors accepter le produit de substitution ou se procurer le produit indisponible auprès d'un autre fournisseur. Ce délai d'information pourra faire l'objet de l'application d'une pénalité en cas de non-respect des conditions d'exécution conformément à l'article 11 du présent cahier des clauses administratives particulières.

L'accord du représentant de l'adhérent sera confirmé par un courriel reprenant les éléments de l'échange daté et signé par le titulaire.

Il est précisé que, en substitution de la référence commandée non disponible et après accord de l'adhérent, le prestataire a l'obligation de proposer un produit au moins comparable en terme de qualité, et ce, sans surcoût.

La substitution d'une référence de produit listée au BPU par une autre référence de produit doit rester exceptionnelle, si elle n'est pas dûment justifiée par une absence, un retard de début de production ou encore une fin de production prématurée dans le cadre de la saisonnalité prévue pour le produit.

Pour rappel, l'attribution du marché est faite sur la base de critères qualitatifs intrinsèques aux références de produits proposées dans l'offre du titulaire. L'usage répétitif de la substitution de produits est considéré comme un des motifs de résiliation du marché visé à l'article 14.1 du CCAP, même si l'adhérent a accepté la marchandise de substitution.

-Le titulaire, s'engage à soumettre à la validation du coordonnateur tout changement dans la filière d'approvisionnement déclarée dans l'offre initiale, en précisant les motifs de ces changements avant tout début de livraison.

8.3- contenu des bons de livraisons

Les bons de livraison comportent au minimum les indications suivantes :

- Identité de l'établissement destinataire
- Identité du fournisseur
- Identité du transporteur
- Date de livraison
- Prix unitaire de chaque fourniture à l'unité de facturation
- Quantité livrée avec leurs prix H.T et T.T.C (TVA et taxes annexes)
- Coût total H.T et T.T.C (TVA et taxes annexes)
- La dénomination de vente (définie au BPU) et le code article du fournisseur
- Nombre de colis
- Conditionnements et sous-conditionnements

Le bon de livraison sera établi en deux exemplaires et l'un d'eux, signé par le gestionnaire de l'Etablissement adhérent ou son représentant, sera remis au livreur. Il vaudra procès-verbal de réception si la vérification de la livraison est satisfaisante.

8.4 - Stockage, emballage et transport

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS et des articles 1.3 et 1.4 du CCTP. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions des articles 21 du CCAG-FCS et 1.4 du CCTP

9 - Développement durable

Les caractéristiques relatives au développement durables se trouvent dans la qualification des produits demandés au BPU et dans le mémoire technique du fournisseur.

10 - Constatation de l'exécution des prestations

10.1 - Vérifications

Par dérogation à l'article 27 et 28 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services, les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire).

Les opérations de vérification qualitatives et quantitatives sont effectuées au moment et sur le lieu de livraison par l'adhérent au groupement de commandes par son représentant, qui peuvent se faire assister par tout spécialiste de leur choix.

L'adhérent au groupement de commandes ou son représentant vérifie :

- La conformité des caractéristiques et du conditionnement des produits livrés aux spécifications techniques de l'accord cadre, comprenant notamment :
 - les conditions de transport (salubrité, propreté);
 - le conditionnement, l'étiquetage et la présence de la fiche de traçabilité à la livraison (cf. article 1.5 du CCTP);
 - le respect de la commande (choix des produits et des ingrédients),
 - la qualité des produits,
 - le respect des conditions de livraisons,
 - le contrôle de la température des véhicules de transports,
 - le contrôle de la température des produits,
 - la vérification de la date limite de consommation ou de la date limite d'utilisation optimale,
- La conformité entre la quantité reçue et la quantité portée sur le bon de commande et le bon de livraison.

10.2 - Décision après vérification

Si le résultat des vérifications qualitative et quantitative est satisfaisant, l'admission est prononcée séance tenante par l'adhérent ou son représentant.

Par dérogation à l'article 30 du CCAG-FCS, l'admission est matérialisée par le visa ou par le cachet apposé par l'adhérent ou son représentant sur le bon de livraison.

10.2.1 Vérification qualitative non conforme

En cas d'insuffisance touchant à la salubrité des produits, l'adhérent ou son représentant prend une décision de rejet des prestations.

Si la désignation du produit livré n'est pas conforme à la commande ou si ses caractéristiques ne répondent pas aux stipulations de l'accord cadre, l'acheteur peut :

- Soit refuser la livraison : dans cette hypothèse, l'adhérent met en demeure le titulaire de l'accord cadre de reprendre le produit non-conforme et de le remplacer par un produit répondant aux prescriptions du bon de commande et du présent cahier des charges, dans un délai de 24 heures. La mise en demeure sera exprimée verbalement lors du contrôle sur place des prestations et confirmée par écrit (télécopie ou courrier électronique). Le délai de remplacement du produit commence à courir à compter de la date et l'heure d'envoi de la mise en demeure.

Faute de remplacement dans ce délai, l'adhérent pourra procéder à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, conformément à l'article 45 du CCAG FCS.

En cas de rejet de fournitures non conformes à la commande ou aux stipulations de l'accord cadre, les frais de retour sont à la charge du titulaire.

- Soit l'accepter avec réfaction de prix, déterminée d'un commun accord. Le défaut d'accord entraîne le rejet de la fourniture.

10.2.2. Vérification quantitative non conforme

Si la quantité livrée n'est pas conforme aux prescriptions du bon de commande, l'adhérent peut mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit, de compléter la livraison.

Dans le cas où la quantité livrée est plus importante que la commande, le titulaire se doit de reprendre immédiatement l'excédent fourni.

L'adhérent peut néanmoins accepter en l'état la fourniture, le titulaire émettra dans ce cas une facture au montant adapté en conséquence.

En cas de rejet de fournitures non conformes à la commande ou aux stipulations de l'accord cadre, les frais de retour sont à la charge du titulaire.

11 - Garantie des prestations

Aucune garantie n'est prévue.

12 - Pénalités

12.1 - Pénalités de retard ou de substitution de produit non validée

Par dérogation à l'article 14.1.1 et 14.1.2 du CCAG-FCS :

En cas de retard dans les livraisons, de défaut d'information préalable d'impossibilité de livraison, de non remplacement dans les délais impartis d'une marchandise ayant fait l'objet d'un rejet, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 20 % du montant de la commande sans que cette pénalité ne puisse être inférieure à un minimum de 50 € par jour de retard. Cette pénalité ne saurait être appliquée sur plus de 3 jours par défaut constaté.

En cas de livraison d'un produit de substitution au produit prévu au BPU, sans en avoir informé préalablement l'adhérent conformément aux stipulations de l'article 8.2 du CCAP, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 20 % du montant facturé pour le produit substitué, sans que cette pénalité ne puisse être inférieure à un minimum de 50 €.

Le montant de ces pénalités sera notifié par l'adhérent à l'origine de la demande au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception et fera l'objet d'un titre exécutoire.

Les pénalités pour retard commencent à courir sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités journalières de retard.

12.2. Pénalités pour non-respect des engagements contractuels du titulaire

Par dérogation à l'article 14.1.1 et 14.1.2 du CCAG-FCS :

En cas de non-respect par le titulaire d'un de ses engagements contenus dans son offre, et dans le cas où ce non-respect n'est pas déjà sanctionné par une pénalité visée à l'article 12.1 ou 12.3, le coordonnateur ou l'adhérent mettra en demeure le titulaire de se conformer à ses engagements, dans un délai de 15 jours à compter de la date de mise en demeure.

Si le titulaire ne se conforme pas à ses obligations dans le délai prescrit, celui-ci encourt une pénalité exceptionnelle d'un montant de 50 € par manquement.

Le montant de ces pénalités sera notifié au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception et fera l'objet d'un titre exécutoire.

Cette pénalité ne peut pas se cumuler avec l'une des pénalités prévues à l'article 12.1 du présent CCAP, appliquée pour le même fait générateur.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités pour non-respect des engagements contractuels du titulaire

12.3 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le groupement de commandes applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

13 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement

d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

14 - Résiliation du contrat

14.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 41 du CCAG FCS et conformément au paragraphe de l'article 8 du CCAP visant la substitution de références d'articles validées au BPU par d'autres produits, la fourniture de plus de 1 % du chiffre d'affaires en produits substitués, sans justificatif d'indisponibilité, au niveau du lot, sur 3 mois glissants pourra être considérée comme un motif de résiliation du marché pour non-exécution des obligations contractuelles.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, en cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire

14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

15 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Lille est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

16 - Clauses complémentaires

16.1 - Lutte contre les discriminations

Le titulaire et ses cotraitants veillent à l'égalité de traitement des hommes et des femmes dans le travail, ce qui implique le respect par lui de plusieurs principes :

- L'interdiction des discriminations en matière d'embauche (art L. 1132-1 du code du travail)
- L'absence de différenciation en matière de rémunération et de déroulement de carrière (art L. 1132-1 du code du travail)
- Les obligations vis-à-vis des représentants du personnel (art L. 2323-57 et 2323-47 du code du travail)
- L'information des salariés et des candidats à l'embauche et mise en place de mesures de prévention du harcèlement sexuel dans l'entreprise (art L. 1153-1 à -6 du code du travail).

17 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG- Fournitures Courantes et Services
- L'article 3.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10.1 du CCAP déroge à l'article 27 et 28 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10.2 du CCAP déroge à l'article 30 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.2 du CCAP déroge à l'article 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 41 et 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services